

DEPARTEMENT DU VAR

-----  
Arrondissement de Brignoles



MAIRIE

LE VAL

83143

TRAVAUX DE REFECTION DE TOITURE,

Ancienne Mairie au N°3 de la rue Niel

Réf cadastre : Parcelle 368

8314 LE VAL

MARCHEde  
TRAVAUX

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

*Article 28 du Code des  
Marchés Publics*

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES**

**(C.C.A.P)**



## **1- Objet du Marché**

Travaux de réfection de la toiture d'un bâtiment communal situé au N° 3 de la Rue Niel, parcelle 368, nommé ancienne Mairie.

## **2- Procédure**

Marché public de travaux à procédure adapté (M.A.P.A), article 28 du code des marchés public.

## **3- Publicité**

Application de l'article 40 II du code des Marchés Publics par le pouvoir adjudicateur. Soit dans ce cas publication dans la presse écrite (V.M) et constitution du présent D.C.E.

## **4- Pénalités**

S'il s'avère que le titulaire ne respecte pas les engagements contractuels décrit dans le CCTP, des pénalités peuvent lui être appliquées

Les pénalités seront appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard. Le titulaire s'oblige à déduire de ses facturations le montant des pénalités qui lui sont signifié par lettre recommandée avec accusé de réception. Les pénalités décrites ci-après ne sont pas révisables et sont déduites sur le montant hors taxes de la facture.

### **4.1 Dépassement du délai d'intervention Réception**

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard. L'élément de référence est : le planning fourni par le candidat lors de la remise de l'offre. En cas de non-respect des délais prescrits, le titulaire subit une pénalité journalière fixée à 75 € Cette pénalité s'applique par jour calendaire de retard.

### **4.2 Non remise de documents à fournir**

Le titulaire se voit appliquer une pénalité de 50 € par jour ouvrable de retard et par document non remis dans les délais spécifiés, à savoir :

- a) L'attestation de garantie.
- b) Les fiches techniques des matériaux et les procès verbaux.
- c) Le dossier des ouvrages exécutés (D.O.E voir 1.3.10 du C.C.T.P)



#### **4.3 Non respect des effectifs quotidien**

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard. L'élément de référence est : le planning de présence fourni par le candidat lors de la remise de l'offre. En cas de non respect des effectifs présent sur site, le titulaire subit une pénalité journalière fixée à 50 €. Cette pénalité s'applique par agent manquant et jour ouvré.

### **5- Contenu du dossier de consultation, compléments, variantes**

#### **5.1 Contenu**

Le dossier de consultation (liste des pièces à fournir au candidat par l'acheteur public) comprend les quatre documents suivants :

- le Règlement de la Consultation (R.C)
- l'Acte d'Engagement (A.E)
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P)
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P)

#### **5-2 Compléments à apporter au cahier des charges**

Les candidats ne sont pas tenus d'apporter de complément au cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

#### **5-3 Variantes - Options**

Les concurrents doivent présenter une proposition entièrement conforme au dossier de consultation, néanmoins ils peuvent s'ils le désirent proposer en complément une variante sur la technique de mise en œuvre et les matériaux employés s'ils démontrent que leur solution est d'une qualité technique et économique supérieure. Dans ce cas la variante sera portée séparément sur un deuxième devis détaillé.

### **6- Visite des lieux**

La visite du site est obligatoire pour une bonne évaluation des travaux à effectuer, des accès au chantier, des lieux de stockage (voir C.C.T.P art 1.10)

### **7- Conditions d'envoi ou de remise des plis**

#### **7.1 Remise des plis sur support papier:**

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté portant la mention suivante:

" Travaux de réfection de toiture, ancienne Mairie au N°3 de la rue Niel NE PAS OUVRIR".

Les offres devront être remises contre récépissé ou parvenir par tous



moyens (sauf voie électronique) pouvant donner date et heure certaine à l'adresse suivante:

Mairie de Le Val  
Place de La Libération  
83143 Le Val

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limite fixées (art 4 du Règlement de Consultation) ainsi que ceux parvenus sous enveloppe non cachetée ne seront pas retenus et seront renvoyés à leur auteur.

## **7.2 - Remise des plis par voie électronique:**

Ce mode de remise des prix n'est pas prévu pour ce marché.

## **7.3 Contenu du plis**

- a) L'acte d'engagement dûment complété, avec son calendrier enveloppe des travaux, daté et signé.
- b) Le CCTP daté et signé
- c) Le CCAP daté et signé
- d) Le règlement de consultation
- e) Le devis détaillé
- f) Un mémoire technique succinct. Ce document servira de base à l'analyse de la valeur technique conformément à l'article 8.2.b du présent document, daté et signé.

Pour chaque sous-traitant éventuel présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en sus de l'annexe :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 43 du Code des marchés publics.
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.324-9, L.324-10, L.341-6, L.125-1 et L.125-3 du code du travail. Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française.

## **8- Modalités d'attribution du marché**

### **8.1 Examen et sélection des candidatures**

Les candidatures seront sélectionnées et appréciées conformément à l'article 52 du code des marchés publics au regard des capacités professionnelles, techniques et financières des candidats.



## 8.2 Jugement des offres

L'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères suivants :

- Le prix 30 % la valeur technique 70 %

L'analyse des offres au regard de ces critères sera effectuée selon la méthode ci-après :

### a) Notation du critère « Prix »

La notation sur 30 s'effectuera suivant la règle arithmétique suivante :

- il sera attribué la note maximum à l'offre la moins disante (sauf nota ci-après). Pour les autres offres, la note maximum sera affectée du pourcentage d'écart par rapport à l'offre la moins disante.

Nota : l'offre la moins disante sera analysée au regard des dispositions prévues à l'article 55 du Code des Marchés Publics « offre anormalement basse ».

### b) Notation du critère « Valeur technique »

La notation sur 70 de ce critère sera appréciée en fonction des informations fournies par le candidat dans le mémoire technique.

Ce mémoire technique sera jugé suivant la répartition ci-dessous :

- Reconnaissance du site ..... = 2 point
- Moyens humains ..... = 2 points
- Moyens matériels ..... = 2 points
- Mode opératoire ..... = 4 points
- Prévention des aléas, planning ..... = 2 points
- Disposition pour limiter les nuisances ..... = 1 point
- Déchets ..... = 1 point
- Sécurité - Hygiène ..... = 1 point
- Matériels et matériaux mis en œuvre ..... = 5 points

Le total sur 20 points sera ramené à la pondération sur 70.

L'offre ayant obtenu la meilleure note cumulée (PRIX + VALEUR TECHNIQUE) sera déclarée économiquement la plus avantageuse.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix unitaires et forfaitaires, ou du prix unitaire sur le devis détaillé le cas échéant, prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération. Le montant de l'offre figurant à l'acte d'engagement sera aligné sur le



montant du détail estimatif rectifié en tenant compte de l'ensemble des indications qui précèdent.

## **9- Négociation**

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de négocier selon les modalités qui seront à définir avec les candidats ayant déposés une offre, et qui ne saurait bouleverser l'économie du marché.

La négociation pourra éventuellement porter sur les coûts des travaux, les délais, les méthodes employées. Le nombre de candidats invités à négocier ne pourra être supérieur à deux. A l'issue des négociations, le maître d'ouvrage invitera les candidats sélectionnés à remettre une nouvelle offre et attribuera le marché selon les critères de sélection des offres ci-dessus définis.

L'acte d'engagement sera, le cas échéant, complété par la proposition finale et signé par les deux parties.

## **10- Présentation des documents avant attribution**

a) Conformément à l'article 46 - III du Code des marchés publics, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire les certificats et attestations prévus au I et au II de l'article 46 du même code.

b) Le candidat dont l'offre aura été jugée la plus avantageuse économiquement sera informé par courrier ou par voie électronique (courriel /Fax).

c) Un délai de 10 jours lui sera accordé pour remettre à la personne publique les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents à savoir :

-L'état annuel des certificats reçus (imprimé NOTI-2) pour l'année écoulée ou à défaut la liasse fiscale 3666-1 à 3666-3. La fourniture de la liasse fiscale 3666 permet de justifier de la régularité fiscale de l'entreprise. Si le candidat fournit le formulaire DC7 validé par la trésorerie (qui permet de justifier de la régularité au niveau social avec notamment l'attestation URSSAF) il est inutile de fournir la liasse 3666.

- les certificats des administrations sociales (URSSAF, sécurité sociale)

- les certificats de la caisse des congés payés.

- Les attestations d'assurances en cours de validité



## **11-ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE**

Le titulaire doit être garanti par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception.

Le titulaire doit fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance.

## **12-Forme du prix**

Le prix du présent marché est ferme.

## **13-Règlement des comptes**

Le règlement des sommes dues par le maître d'ouvrage à l'entrepreneur pour l'exécution des prestations, s'effectue selon les dispositions ci-dessous.

### **13.1 Avance**

Il n'est pas accordé d'avance au titulaire, conformément à l'article 87 du Code des Marchés Publics (art 87 du C.M.P : Une avance est accordée au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché ou de la tranche affermie est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois)

### **13.2 Retenues de garantie**

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements dans les conditions fixées à l'article 101 du CMP. Elle peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire, de 5 % du montant du marché, conformément à l'article 102 du CMP. Le remboursement de la garantie ou la libération de la caution sont accordées:

- soit 1 mois après la fin du délai de la garantie de parfait achèvement des ouvrages,
- soit, si les réserves ne sont pas toutes levées à cette date, 1 mois après la levée de la dernière réserve.



### **13.3 Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Les prix contractuels du marché sont les prix hors taxes.

Toutes les sommes dues au titre du présent marché au titulaire et à ses sous-traitants, sont calculées hors taxes, puis sont appliqués le ou les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

### **14 Obligations**

Le titulaire de ce marché est tenu à une obligation de résultat conforme au présent D.C.E.

**Date du jour :**

**Mention manuscrite « lu et approuvé » cachet et signature :**

**L'Entrepreneur :**

